



CHAPITRE 108

Loi du crédit agricole

SECTION I

DÉFINITIONS

- Inter-prétation:** 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:
- « agriculteur »; *a*) « agriculteur » signifie tout propriétaire d'une ferme qu'il habite en permanence et dont la culture est sa principale occupation;
- « emprunt »; *b*) « emprunt » désigne un emprunt obtenu sous l'empire de la présente loi;
- « emprunteur »; *c*) « emprunteur » signifie un agriculteur ou une autre personne qui a demandé ou qui a obtenu un prêt sous l'empire de cette loi;
- « ferme »; *d*) « ferme » signifie tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable, en vue d'une ou de plusieurs entreprises propres ou connexes à l'agriculture;
- « Office »; *e*) « Office » désigne l'Office du crédit agricole institué par la présente loi;
- « prêt »; *f*) « prêt » désigne un prêt fait en vertu de la présente loi;
- « ferme rentable ». *g*) « ferme rentable » signifie une ou plusieurs fermes formant une seule exploitation et dont les revenus sont suffisants pour permettre au propriétaire de faire vivre une famille convenablement, de maintenir la productivité du sol, d'assurer l'entretien des bâtiments et de rencontrer ses obligations. S. R. 1941, c. 113, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 54, a. 1.

CHAPTER 108

Farm Credit Act

DIVISION I

DEFINITIONS

- Inter-prétation:** 1. In this act, unless inconsistent with the context, the following words have the meaning hereinafter given to them:
- (a)* "farmer" means any owner of a farm where he lives permanently and the cultivation of which is his principal occupation; **"farmer";**
- (b)* "loan" (*emprunt*) means a loan obtained under the authority of this act; **"loan" (emprunt);**
- (c)* "borrower" means a farmer or another person who has applied for or obtained a loan under the authority of this act; **"borrower";**
- (d)* "farm" means any immovable operated or to be operated within a reasonable delay, in view of one or more enterprises belonging to or connected with agriculture; **"farm";**
- (e)* "Bureau" means the Farm Credit Bureau instituted by this act; **"Bureau";**
- (f)* "loan" (*prêt*) means a loan made under this act; **"loan" (prêt);**
- (g)* "economic farm" means one or more farms forming a single enterprise and from which the revenue is sufficient to enable the owner to support a family adequately, to maintain the productivity of the soil, to provide for the upkeep of the buildings and to meet his obligations. R. S. 1941, c. 113, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 54, s. 1. **"economic farm".**

SECTION II

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE

Office constitué. 2. Un office appelé « *L'Office du crédit agricole du Québec* », composé de quatre régisseurs qui demeureront en fonctions durant dix années consécutives mais qui pourront être destitués pour cause, est institué par la présente loi. Ces régisseurs restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur terme d'office, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou nommés de nouveau. S. R. 1941, c. 113, a. 3 (*partie*); 11 Geo. VI, c. 44, a. 1; 15-16 Geo. VI, c. 43, a. 1.

Droits, etc. 3. Cet Office possède les droits et les pouvoirs généraux des corporations et il est assujéti aux obligations qui en dérivent, sauf incompatibilité avec la présente loi. S. R. 1941, c. 113, a. 3 (*partie*).

Régisseurs. 4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les régisseurs; il désigne, parmi eux, un président et un vice-président et détermine le traitement de chacun.

Vice-président. Le vice-président remplace le président et exerce ses pouvoirs et attributions pendant l'absence de ce dernier. S. R. 1941, c. 113, a. 4; 15-16 Geo. VI, c. 43, a. 2.

Siège social. 5. L'Office a son siège social dans la cité de Québec et peut avoir des bureaux à tout autre endroit de la province qu'il juge nécessaire. S. R. 1941, c. 113, a. 5.

Séances. 6. L'Office tient ses séances à son siège social ou à tout autre endroit qu'il choisit. Quorum. Le quorum est de deux régisseurs. S. R. 1941, c. 113, a. 6.

Vacances. 7. Une ou des vacances dans l'Office n'ont pas l'effet de le dissoudre. S. R. 1941, c. 113, a. 7.

SECTION III

SES POUVOIRS

Pouvoirs de l'Office: 8. L'Office a les pouvoirs suivants:
a) Emprunter par émission d'obligations ou autrement jusqu'à concurrence de cinquante millions de dollars;

DIVISION II

FARM CREDIT BUREAU

Bureau established. 2. A bureau is hereby established called the *Quebec Farm Credit Bureau* consisting of four members (*régisseurs*) who shall remain in their functions for ten consecutive years but who may be discharged for cause. Such members (*régisseurs*) shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term of office, until they have been replaced or reappointed. R. S. 1941, c. 113, s. 3 (*part*); 11 Geo. VI, c. 44, s. 1; 15-16 Geo. VI, c. 43, s. 1.

Rights, etc. 3. Such Bureau shall have the rights and powers belonging generally to corporations and shall be subject to the obligations resulting therefrom, except where inconsistent with this act. R. S. 1941, c. 113, s. 3 (*part*).

Members. 4. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the members (*régisseurs*); he shall designate one of them as chairman and one as vice-chairman and fix the salary of each.

Vice-chairman. The vice-chairman shall replace the chairman and exercise his powers and functions during the absence of the latter. R. S. 1941, c. 113, s. 4; 15-16 Geo. VI, c. 43, s. 2.

Corporate seat. 5. The Bureau shall have its corporate seat in the city of Quebec and may have offices in any other place in the Province as it may deem necessary. R. S. 1941, c. 113, s. 5.

Sittings. 6. The Bureau shall hold its sittings at its corporate seat or at any other place chosen by it. Two members shall form a quorum. R. S. 1941, c. 113, s. 6. Quorum.

Vacancy. 7. No vacancy in the Bureau shall have the effect of dissolving it. R. S. 1941, c. 113, s. 7.

DIVISION III

POWERS OF THE BUREAU

Powers of Bureau: 8. The Bureau may:
(a) Borrow, by issue of bonds or otherwise, up to fifty million dollars;

b) Acquérir et posséder les biens meubles et immeubles dont il a besoin pour l'administration de la présente loi, et les immeubles hypothéqués en sa faveur lorsque la protection d'un prêt l'exige;

c) Administrer, vendre, hypothéquer, affermer ces biens ou en disposer autrement à titre onéreux;

d) Consentir à tout agriculteur déjà établi un prêt garanti par première hypothèque sur sa ferme, jusqu'à concurrence de quatre-vingt pour cent de la valeur établie par l'Office; le prêt total ne devant en aucun cas excéder quinze mille dollars;

e) Consentir un prêt d'établissement à toute personne, âgée de vingt et un à quarante ans, qui acquiert pour la culture une ferme rentable; le prêt total ne devant pas excéder quatre-vingt-dix pour cent de la valeur établie par l'Office, ni quinze mille dollars;

f) Définir, par règlement, les entreprises qui doivent être considérées comme propres ou connexes à l'agriculture;

g) Fixer, par règlement, les bases générales d'évaluation des fermes et des entreprises propres ou connexes à l'agriculture;

h) Fixer, par règlement, la proportion payable, respectivement par l'Office et par les emprunteurs, des frais d'évaluation des immeubles offerts en garantie;

i) Fixer, par règlement, pour les prêts effectués, la proportion payable, respectivement par l'Office et par les emprunteurs, des frais relatifs à la recherche, à l'obtention et à l'enregistrement des titres et à la radiation des privilèges et hypothèques;

j) Indiquer, dans chaque cas, les fins auxquelles devront servir les sommes prêtées;

k) Évaluer les fermes offertes en garantie hypothécaire et établir en conséquence le montant de chaque prêt;

l) Employer des estimateurs, des inspecteurs, des percepteurs, des hommes de loi, des commis et tous autres fonctionnaires dont il a besoin, déterminer leurs fonctions et fixer leur rémunération; le tout sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil;

m) Constituer un fonds de roulement n'excédant pas cent cinquante mille dollars pour les déboursés nécessaires à la

(b) Acquire and possess the moveable and immoveable property it may need for the carrying out of this act, and the immoveables hypothecated to it whenever the protection of a loan (*prêt*) so requires;

(c) Administer, sell, hypothecate, lease such property or otherwise dispose of same by onerous title;

(d) Grant to any established farmer a loan (*prêt*), secured by a first hypothec on his farm, of up to eighty per cent of the value established by the Bureau, the total loan (*prêt*) in no case to exceed fifteen thousand dollars;

(e) Grant a settlement loan (*prêt*) to any person aged from twenty-one to forty years, who acquires an economic farm for purposes of cultivation, the total loan (*prêt*) not to exceed ninety per cent of the value established by the Bureau nor to exceed fifteen thousand dollars;

(f) Define, by regulation, the enterprises which may be considered as belonging to or connected with agriculture;

(g) Fix, by regulation, the general basis of appraisal of farms and enterprises belonging to or connected with agriculture;

(h) Fix, by regulation, the proportion of the cost of appraisal of the immoveables, offered as security, payable by the Bureau and by the borrowers, respectively;

(i) Fix, by regulation, for the loans (*prêts*) effected, the proportion payable by the Bureau and by the borrowers, respectively, of the costs relating to the search for and the obtaining and registering of titles, and to the radiation of privileges and hypothecs;

(j) In each case, indicate the purposes for which the sums loaned shall serve;

(k) Value the farms tendered as hypothecary security and fix accordingly the amount of each loan (*prêt*);

(l) Employ assessors, inspectors, collectors, legists (*hommes de loi*), clerks and all other officials required by it, determine their functions and fix their remuneration; the whole subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council;

(m) Establish a working-capital fund not exceeding one hundred and fifty thousand dollars for the disbursements nec-

Fonds de
roule-
ment.

Working
capital
fund.

protection des prêts, savoir, le paiement des primes d'assurance, taxes et cotisations, l'exercice du retrait, l'acquisition, la conservation, l'administration, la remise en état et la revente des immeubles garantissant les prêts. Aussitôt recouvrées, les sommes ainsi déboursées devront être remises dans ce fonds de roulement. S. R. 1941, c. 113, a. 8; 6 Geo. VI, c. 40, a. 1; 8 Geo. VI, c. 25, a. 1; 1-2 Eliz. II, c. 5, a. 1; 2-3 Eliz. II, c. 4, a. 2; 4-5 Eliz. II, c. 4, a. 2; 7-8 Eliz. II, c. 4, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 14, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 54, aa. 2 et 4.

Règle-
ments.

9. Tout règlement de l'Office doit, pour être valide, recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 113, a. 9.

essary to protect loans, namely, payment of insurance premiums, taxes and assessments, exercising the right of redemption, and acquiring, maintaining, administering, repairing and reselling immoveables guaranteeing loans. As soon as they are recovered, the sums so disbursed must be paid into such working-capital fund. R. S. 1941, c. 113, s. 8; 6 Geo. VI, c. 40, s. 1; 8 Geo. VI, c. 25, s. 1; 1-2 Eliz. II, c. 5, s. 1; 2-3 Eliz. II, c. 4, s. 2; 4-5 Eliz. II, c. 4, s. 2; 7-8 Eliz. II, c. 4, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 14, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 54, ss. 2 and 4.

9. Every regulation of the Bureau must, in order to be valid, receive the approval of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 113, s. 9. Regula-
tions.

SECTION IV

EMPLOI ET GARANTIE DES EMPRUNTS

Produit
des em-
prunts.

10. Le produit des emprunts faits par l'Office doit servir à faire les prêts autorisés par la présente loi et à constituer le fonds de roulement requis pour la protection des prêts.

Approba-
tion.

Les emprunts faits par l'Office doivent préalablement être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Garantie.

Ces emprunts sont garantis par le gouvernement de la province. S. R. 1941, c. 113, a. 10; 6 Geo. VI, c. 40, a. 2.

Fonds
consolidé.

11. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de cette garantie le seront par le ministre des finances, à même le fonds consolidé du revenu.

Rem-
bourse-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux fins de rembourser au fonds consolidé du revenu une partie ou la totalité des sommes qui peuvent y être puisées en vertu du présent article, autoriser le ministre des finances à contracter un ou des emprunts, suivant le mode, au taux d'intérêt, dans la forme et pour le montant que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 113, a. 11.

DIVISION IV

EMPLOYMENT AND SECURITY OF LOANS (*Emprunts*)

10. The proceeds from the loans (*emprunts*) contracted by the Bureau must serve to make the loans (*prêts*) authorized by this act and to establish the working-capital fund required for protecting the loans (*prêts*). Funds to
be used.

The loans (*emprunts*) contracted by the Bureau must be previously approved by the Lieutenant-Governor in Council. Ap-
proval.

Such loans (*emprunts*) shall be guaranteed by the Government of this Province. R. S. 1941, c. 113, s. 10; 6 Geo. VI, c. 40, s. 2. Guar-
antee.

11. The sums which the Government may be called upon to pay under such guarantee shall be paid by the Minister of Finance, out of the consolidated revenue fund. Con. rev.
fund.

The Lieutenant-Governor in Council may, for the purpose of reimbursing to the consolidated revenue fund the whole or part of the sums drawn therefrom under this section, authorize the Minister of Finance to contract one or more loans (*emprunts*), in the manner, at the rate of interest, in the form and for the amount which the Lieutenant-Governor in Council may determine. R. S. 1941, c. 113, s. 11. Reim-
burse-
ment.

- Place-ments autorisés.** 12. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les corporations municipales et scolaires et les corporations de syndicats de paroisse peuvent placer leurs fonds d'amortissement en acquisition des obligations émises par l'Office.
- Idem.** Ces obligations sont des valeurs sur lesquelles peuvent être faits les placements visés par l'article 981o du Code civil, par l'article 154 de la Loi des assurances (chap. 295), et par l'article 8 de la Loi des compagnies de fidéicommiss (chap. 287). S. R. 1941, c. 113, a. 12.
- Achat par le gouver-nement.** 13. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à acquérir par achat, échange ou autrement, aux conditions et pour les montants qu'il détermine, des bons, obligations ou autres valeurs de l'Office, lequel est autorisé à négocier en conséquence avec le gouvernement.
- Fonds consolidé.** Les sommes requises pour l'acquisition de ces bons, obligations ou valeurs sont payées à même le fonds consolidé du revenu.
- Emprunt autorisé.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut cependant autoriser le ministre des finances à emprunter, pour une période n'excédant pas trente ans, et aux conditions qu'il juge à propos, les sommes requises aux fins du présent article S. R. 1941, c. 113, a. 13; 9-10 Eliz. II, c. 54, a. 3.
- Usage des rembour-sements.** 14. Les remboursements en capital perçus par l'Office sur ses prêts aux agriculteurs sont remis au ministre des finances afin d'être affectés au rachat des bons, obligations ou autres valeurs émises par l'Office et que détient le gouvernement.
- Dépôt dans fonds spécial.** Ces argents sont déposés dans un fonds spécial qui est affecté en premier lieu au remboursement des emprunts effectués par l'Office conformément aux dispositions de l'article 8, puis au paiement des emprunts contractés par le gouvernement sous l'empire de la présente loi et enfin au remboursement de tout autre emprunt de la province désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont le produit a servi, en totalité ou en partie, à rembourser le fonds consolidé du revenu des avances faites à l'Office.
- Invest-ments author-ized.** 12. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, municipal and school corporations and corporations of parish trustees may invest their sinking-funds in acquiring bonds issued by the Bureau.
- Idem.** Such bonds shall be securities in which may be made the investments referred to in article 981o of the Civil Code; in section 154 of the Insurance Act (Chap. 295), and in section 8 of the Trust Companies Act (Chap. 287). R. S. 1941, c. 113, s. 12.
- Purchase by Gov-ernment.** 13. The Lieutenant-Governor in Council is authorized to acquire, by purchase, exchange or in any other manner, upon such conditions and for such amounts as he may determine, bonds, debentures or other securities of the Bureau, which latter is authorized to negotiate in consequence with the Government.
- Payment.** The sums required for the acquisition of such bonds, debentures or securities shall be paid out of the consolidated revenue fund.
- Authori-ization to borrow.** The Lieutenant-Governor in Council may, however, authorize the Minister of Finance to borrow, for a period not to exceed thirty years and upon such conditions as he may deem expedient, the sums required for the purposes of this section. R. S. 1941, c. 113, s. 13; 9-10 Eliz. II, c. 54, s. 3.
- Use of re-payments.** 14. The capital repayments collected by the Bureau on its loans (*prêts*) to farmers shall be remitted to the Minister of Finance to be applied to the payment of bonds, debentures or other securities issued by the Bureau and held by the Government.
- Deposit in special fund.** Such monies shall be deposited into a special fund which shall be allocated firstly to the payment of the loans (*emprunts*) contracted by the Bureau under section 8, secondly to the payment of loans contracted by the Government under this act and thirdly to the payment of any other loan or loans contracted by the Government and designated by the Lieutenant-Governor in Council, the proceeds whereof, in whole or in part, were used to reimburse the consolidated revenue fund for advances made to the Bureau.

Place-
ment.

Les sommes déposées audit fonds spécial sont placées conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 81 de la Loi du ministère des finances (chap. 64), en attendant leur utilisation suivant les dispositions de l'alinéa précédent, et les intérêts qui en proviennent sont versés au fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 113, a. 14; 14-15 Geo. VI, c. 31, a. 1.

The sums deposited in the said special fund shall be invested in accordance with the provisions of the last paragraph of section 81 of the Finance Department Act (Chap. 64), pending their employment pursuant to the provisions of the second paragraph of this section, and the interest derived therefrom shall be paid into the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 113, s. 14; 14-15 Geo. VI, c. 31, s. 1.

Invest-
ment.

SECTION V

LES PRÊTS

Hypo-
thèque.

15. Sauf le cas prévu à l'article 19, tout prêt doit être garanti par première hypothèque en faveur de l'Office sur la ou les fermes de l'emprunteur et

Intérêt;

a) porte intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement;

Amortis-
sement.

b) est remboursable, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux. S. R. 1941, c. 113, a. 16; 8-9 Eliz. II, c. 14, a. 3.

Intérêt
après
échéance.

16. Tout versement de principal ou d'intérêt non acquitté à échéance produit lui-même, de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt au taux de cinq pour cent par année, à compter du jour de l'échéance. S. R. 1941, c. 113, a. 17.

Anticipa-
tion.

17. L'emprunteur ou ses ayants droit peuvent rembourser le prêt par anticipation, en tout ou en partie. S. R. 1941, c. 113, a. 18.

Condi-
tions ac-
cessoires.

18. L'Office peut fixer les conditions accessoires ou secondaires auxquelles les prêts sont soumis, quant aux titres de l'emprunteur, aux actes d'obligation, à la protection de la garantie hypothécaire et autres matières de même nature.

Assu-
rance-vie.

En outre d'une première hypothèque, l'Office peut, dans les cas définis par règlement, exiger de l'emprunteur une assurance sur sa vie pour garantir le remboursement du prêt au cas de son décès. S. R.

DIVISION V

LOANS (*Prêts*)

15. Except in the case contemplated by section 19, every loan (*prêt*) must be secured by first mortgage on the borrower's farm or farms, in favour of the Bureau and

Mort-
gage.

(a) shall bear interest at the rate of two and a half per cent per annum, payable semi-annually;

Interest;

(b) shall be repayable, at the borrower's option, either in thirty years, by amortization at one and a half per cent per annum during such period and payment of the balance at its expiration, or in thirty-nine and a half years, by amortization at the same rate. R. S. 1941, c. 113, s. 16; 8-9 Eliz. II, c. 14, s. 3.

Repay-
ment.

16. Any instalment of principal or interest unpaid at maturity shall itself, *pleno jure* and without a putting in default, bear interest at the rate of five per cent per annum, to be reckoned from the date of maturity. R. S. 1941, c. 113, s. 17.

Interest
after
maturity.

17. The borrower or his representatives may repay the loan (*prêt*) beforehand, wholly or in part. R. S. 1941, c. 113, s. 18.

Anticipa-
tion.

18. The Bureau may fix the accessory or secondary conditions to which loans (*prêts*) shall be subject, as to the borrower's titles, deeds of obligation, the protection of the hypothecary security and other similar matter.

Accessory
con-
ditions.

In addition to a first hypothec, the Bureau, in the cases specified by regulation, may require from the borrower an insurance policy on his life to secure the repayment of the loan in the case of his

Life in-
surance.

1941, c. 113, a. 19; 9-10 Eliz. II, c. 54, a. 5.

death. R. S. 1941, c. 113, s. 19; 9-10 Eliz. II, c. 54, s. 5.

Prêt
supplé-
mentaire.

19. En outre des prêts à base d'amortissement prévus par l'article 15, l'Office peut accorder à l'emprunteur, lorsqu'il le juge opportun, un prêt supplémentaire à échéance plus courte, garanti par une hypothèque de second rang en sa faveur; il doit alors fixer toutes les conditions du prêt dans l'acte d'obligation; mais le total de ces deux prêts ne doit en aucun cas excéder la somme de quinze mille dollars, ni quatre-vingt pour cent de la valeur, établie par l'Office, de la ou des fermes hypothéquées en garantie. S. R. 1941, c. 113, a. 20; 1-2 Eliz. II, c. 5, a. 2; 4-5 Eliz. II, c. 4, a. 3; 7-8 Eliz. II, c. 4, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 14, a. 4; 9-10 Eliz. II, c. 54, a. 6.

19. Besides the loans (*prêts*) repayable by amortization as contemplated by section 15, the Bureau may grant to the borrower, when it deems it expedient, an additional loan (*prêt*) on a shorter term, secured by a hypothec of second rank in its favour. The Bureau must then fix all the conditions of the loan (*prêt*) in the deed of obligation, but the total of both loans (*prêts*) must in no case exceed the sums of fifteen thousand dollars or eighty per cent of the value, established by the Bureau, of the farm or farms hypothecated as security. R. S. 1941, c. 113, s. 20; 1-2 Eliz. II, c. 5, s. 2; 4-5 Eliz. II, c. 4, s. 3; 7-8 Eliz. II, c. 4, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 14, s. 4; 9-10 Eliz. II, c. 54, s. 6.

Remise
autorisée.

20. Celui qui a obtenu un prêt d'établissement en vertu du paragraphe *e* de l'article 8, a droit à une remise du tiers du montant prêté, jusqu'à concurrence de trois mille dollars, s'il prouve à la satisfaction de l'Office qu'il a demeuré sur sa ferme et l'a cultivée, sans interruption, pendant les dix ans suivant la date de la signature de l'acte d'obligation. Cette remise n'est accordée qu'une seule fois à la même personne.

20. The recipient of a settlement loan under paragraph *e* of section 8 shall be entitled to a remission of one-third of the amount loaned, up to three thousand dollars, if he proves to the satisfaction of the Bureau that he has lived on his farm and has cultivated it, without interruption, during the ten years following the date of signature of the deed of loan. Such remission shall be granted only once to any one person.

Décès.

Au cas de décès avant l'expiration des dix ans susmentionnés, la remise peut être accordée à toute personne que l'Office reconnaît comme ayant continué à remplir les obligations de l'emprunteur. S. R. 1941, c. 113, a. 20a; 9-10 Eliz. II, c. 54, a. 7.

In the case of death before the expiration of the ten years above mentioned, the remission may be granted to any person whom the Bureau acknowledges to have continued to discharge the obligations of the borrower. R. S. 1941, c. 113, s. 20a; 9-10 Eliz. II, c. 54, s. 7.

Aliéna-
tion
volon-
taire.

21. L'autorisation de l'Office doit être obtenue pour rendre valide l'aliénation volontaire d'un immeuble garantissant un prêt.

21. The authorization of the Bureau must be obtained in order to validate the voluntary transfer of an immoveable guaranteeing a loan (*prêt*).

Autorisa-
tion.

Cette autorisation peut être donnée par tout régisseur généralement désigné à cette fin par l'Office. S. R. 1941, c. 113, a. 21; 9-10 Eliz. II, c. 54, a. 8.

Such authorization may be given by any member generally designated for the purpose by the Bureau. R. S. 1941, c. 113, s. 21; 9-10 Eliz. II, c. 54, s. 8.

Présomp-
tion.

22. Tout acte de l'Office est *prima facie* présumé *intra vires* de ses pouvoirs. S. R. 1941, c. 113, a. 22.

22. Every act of the Bureau shall be presumed *prima facie* to be *intra vires* of its powers. R. S. 1941, c. 113, s. 22.

Résilia-
tion du
prêt.

23. Si un emprunteur obtient un prêt à la suite de fausses déclarations ou de

23. If a borrower obtains a loan (*prêt*) as a result of false declarations or false

Cancellat-
ion of
loan
(*prêt*).

faux prétextes, ou s'il emploie le produit ou une partie du produit de l'emprunt à d'autres fins que celles pour lesquelles l'Office le lui a consenti, celui-ci peut, par simple avis envoyé à l'emprunteur, par lettre recommandée, à sa dernière adresse connue de l'Office, déclarer l'emprunteur déchu du bénéfice du terme accordé, résilier le prêt, en réclamer le remboursement avec les intérêts, et, à défaut de tel remboursement, exercer tout recours prévu par la loi. S. R. 1941, c. 113, a. 23.

pretences, or if he uses the proceeds or a portion of the proceeds of such loan for purposes other than those for which the said loan was granted to him by the Bureau, the latter may, by mere notice sent to the borrower, by a registered letter to his last address known to the Bureau, declare the borrower deprived of the benefit of the period granted, cancel the said loan, claim repayment thereof with interest and, failing such repayment, exercise any recourse provided by law. R. S. 1941, c. 113, s. 23.

SECTION VI

LA RÉALISATION DE LA GARANTIE

Réalisation.

24. Lorsque l'Office a droit de réaliser sa garantie hypothécaire ou de recouvrer de ses débiteurs des versements semi-annuels ou annuels ou toute autre créance, il peut, nonobstant toute disposition législative inconciliable, procéder conformément aux dispositions suivantes. S. R. 1941, c. 113, a. 24; 14 Geo. VI, c. 63, a. 1; 14-15 Geo. VI, c. 31, a. 2.

Réquisition de paiement.

25. L'Office requiert, par lettre recommandée, le paiement de la dette, sous un délai de trente jours à compter de la mise à la poste de cette lettre; celle-ci est adressée au débiteur ou à ses ayants droit, à leur dernière adresse connue de l'Office. S. R. 1941, c. 113, a. 25.

Requête.

26. À défaut de paiement du montant réclamé dans le délai de l'avis, l'Office présente une requête à un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où est situé l'immeuble hypothéqué, pour obtenir une ordonnance décrétant la vente de cet immeuble.

Signification.

Cette requête est signifiée par huissier ou par le secrétaire-trésorier de la corporation municipale où est situé l'immeuble hypothéqué, et doit être accompagnée d'un avis de l'heure, de la date et de l'endroit de sa présentation. Le délai de cet avis est celui des actions ordinaires. S. R. 1941, c. 113, a. 26.

Prescription interrompue.

27. Cette requête constitue, à compter de la date de sa production au greffe, une interruption de prescription. S. R. 1941, c. 113, a. 27.

DIVISION VI

REALIZING UPON SECURITY

24. Whenever the Bureau is entitled to realize upon its hypothecary security, or to recover from its debtors annual or semi-annual instalments or any other sums due to it, it may notwithstanding any other legislative provision, proceed in accordance with the following provisions. R. S. 1941, c. 113, s. 24; 14 Geo. VI, c. 63, s. 1; 14-15 Geo. VI, c. 31, s. 2.

Realization.

25. The Bureau shall require, by registered letter, the payment of the debt within a delay of thirty days from the mailing of such letter; the latter shall be addressed to the debtor or his representatives, at his or their last address known to the Bureau. R. S. 1941, c. 113, s. 25.

Requiring payment.

26. Failing the payment of the amount claimed within the delay specified in the notice, the Bureau shall present a petition to a judge of the Superior Court, sitting in the district wherein the hypothecated immovable is situated, for an order enjoining the sale of such immovable.

Petition.

Such petition shall be served by a bailiff or by the secretary-treasurer of the municipality wherein the hypothecated immovable is situated, and must be accompanied by a notice of the place, date and hour when it will be presented. The delay as to such notice shall be that of ordinary actions. R. S. 1941, c. 113, s. 26.

Service.

27. Such petition, from the time of its filing in the office of the court, shall constitute an interruption of prescription. R. S. 1941, c. 113, s. 27.

Prescription interrupted.

Procédure.	28. La procédure sur cette requête est sommaire et le juge peut, à sa discrétion, autoriser le débiteur à y répondre par écrit. Le jugement sur cette requête est final et sans appel. S. R. 1941, c. 113, a. 28.	28. Proceedings upon such petition shall be summary and the judge may, at his discretion, authorize the debtor to reply in writing. The judgment upon such petition shall be final and without appeal. R. S. 1941, c. 113, s. 28.	Proceedings.
Jugement.			Judgment.
Bref de terris.	29. Si la preuve établit le bien-fondé de la requête, le juge ordonne contre l'immeuble hypothéqué l'émission d'un bref de terris.	29. If the proof establishes that the petition is well founded, the judge shall order the issue of a writ <i>de terris</i> against the hypothecated immovable.	Writ <i>de terris</i> .
Exécution, etc.	Ce bref contient une description, conforme à l'article 2168 du Code civil, de l'immeuble hypothéqué, il est exécuté par le shérif et le montant dû à l'Office est prélevé avec dépens. S. R. 1941, c. 113, a. 29.	Such writ shall contain a description, in accordance with article 2168 of the Civil Code, of the hypothecated immovable and shall be executed by the sheriff, and the sum owing to the Bureau shall be levied, with costs. R. S. 1941, c. 113, s. 29.	Execution, etc.
Procédure.	30. Sous réserve des dispositions de l'article 31, toutes les procédures ultérieures d'exécution se font conformément aux dispositions du Code de procédure civile relatives à l'exécution des immeubles. S. R. 1941, c. 113, a. 30.	30. Subject to the provisions of section 31, all subsequent execution proceedings shall be had according to the provisions of the Code of Civil Procedure respecting execution upon immovables. R. S. 1941, c. 113, s. 30.	Procedure.
Saisie.	31. Nonobstant toute disposition contraire, générale ou spéciale, le shérif saisit, à son bureau, l'immeuble hypothéqué, sans qu'il soit nécessaire de procéder à la discussion des biens meubles ou à l'interpellation du défendeur suivant l'article 705 du Code de procédure civile et nonobstant les dispositions de l'article 1142 de ce Code.	31. Notwithstanding any general or special provision to the contrary, the sheriff shall seize, at his office, the hypothecated immovable, without proceeding to the discussion of moveables or to the interpellation of the debtor in accordance with article 705 of the Code of Civil Procedure and notwithstanding the provisions of article 1142 of such Code.	Seizure.
Procès-verbal de saisie.	Un double du procès-verbal de saisie est transmis par le shérif à l'intimé, contre lequel le bref <i>de terris</i> a été émis, par lettre recommandée à sa dernière adresse connue de l'Office.	A duplicate of the minutes of seizure shall be transmitted by the sheriff to the respondent, against whom the writ <i>de terris</i> has been issued, by registered letter to his last address known to the Bureau.	Minutes of seizure
Publication, etc.	La publication et l'affichage prévus par le paragraphe 2 de l'article 717 du Code de procédure civile doivent être faits par un huissier résidant dans la localité où est situé l'immeuble saisi ou, à défaut de tel huissier, par une personne lettrée y résidant. S. R. 1941, c. 113, a. 31; 14-15 Geo. VI, c. 31, a. 3.	The publication and posting, provided for by paragraph 2 of article 717 of the Code of Civil Procedure, shall be done by a bailiff residing in the place wherein the seized immovable is situated or, failing such a bailiff, by a literate person residing at such place. R. S. 1941, c. 113, s. 31; 14-15 Geo. VI, c. 31, s. 3.	Publication, etc.

SECTION VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

32. L'hypothèque acquise par l'Office a priorité de rang sur les privilèges de la couronne aux droits de la province. S. R. 1941, c. 113, a. 32.

DIVISION VII

GENERAL PROVISIONS

32. The hypothec acquired by the Bureau shall rank ahead of the privileges of the Crown in the rights of the Province. R. S. 1941, c. 113, s. 32.

Enregistrement.

33. Nonobstant les dispositions du Code civil relativement à l'enregistrement des droits réels, toute hypothèque en faveur de l'Office peut être enregistrée en la manière ci-dessous prescrite, au bureau de la division d'enregistrement où sont situés les immeubles hypothéqués.

L'enregistrement de l'hypothèque en faveur de l'Office se fait par dépôt. S. R. 1941, c. 113, a. 33; 10 Geo. VI, c. 50, a. 3; 11 Geo. VI, c. 72, a. 48.

Validité de l'hypothèque.

34. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la validité de l'hypothèque qui garantit un prêt n'est pas affectée par le défaut d'obtention ou d'enregistrement d'un certificat du percepteur des droits sur les successions ou du percepteur du revenu de la province. S. R. 1941, c. 113, a. 34.

Stipulation pour autrui.

35. Par dérogation à l'article 1029 du Code civil, toute stipulation au profit de l'Office est irrévocable. S. R. 1941, c. 113, a. 35.

Exemption de droits payables.

36. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter:

a) Qu'aucun droit ne sera payable à la couronne sur l'enregistrement des actes constatant un prêt, ou sur les recherches faites dans les bureaux d'enregistrement et sur les certificats émis par les registrateurs pour le bénéfice d'un agriculteur qui a obtenu un prêt;

b) Que les publications d'avis dans la *Gazette officielle de Québec* annonçant la vente d'un immeuble garantissant un prêt de l'Office seront gratuites;

c) Que les droits et commissions payables à la couronne sur la vente d'un immeuble garantissant un prêt ne seront pas perçus. S. R. 1941, c. 113, a. 36.

Modification de tarif.

37. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il détermine:

a) De modifier les honoraires accordés par leur tarif aux registrateurs qui ne sont pas à traitement fixe;

b) De suspendre l'application du tarif des registrateurs lorsque ceux-ci sont à traitement fixe. S. R. 1941, c. 113, a. 37.

33. Notwithstanding the provisions of the Civil Code respecting the registration of real rights, every hypothec in favour of the Bureau may be registered in the manner hereinafter prescribed, in the office of the registration division where the hypothecated immoveables are situated.

Registration of the hypothec in favour of the Bureau is effected by deposit. R. S. 1941, c. 113, s. 33; 10 Geo. VI, c. 50, s. 3; 11 Geo. VI, c. 72, s. 48.

34. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the validity of the hypothec securing a loan (*prêt*) shall not be affected by the failure to obtain or to register the certificate of the collector of succession duties or of the collector of Provincial Revenue. R. S. 1941, c. 113, s. 34.

35. Notwithstanding article 1029 of the Civil Code, every stipulation for the benefit of the Bureau shall be irrevocable. R. S. 1941, c. 113, s. 35.

36. The Lieutenant-Governor in Council may enact:

(a) That no duty shall be payable to the Crown on the registration of deeds evidencing a loan (*prêt*), or on the searches made in registration offices, and on the certificates issued by the registrars, for the benefit of a farmer who has obtained a loan (*prêt*);

(b) That the publications of notice in the *Quebec Official Gazette*, advertising the sale of an immovable guaranteeing a loan made by the Board, shall be gratuitous;

(c) That the duties and commissions payable to the Crown on the sale of an immovable guaranteeing a loan (*prêt*) shall not be collected. R. S. 1941, c. 113, s. 36.

37. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he may determine, may likewise:

(a) Change the fees allowed by their tariff to registrars who receive no fixed salary;

(b) Suspend the application of the registrars' tariff when they receive a fixed salary. R. S. 1941, c. 113, s. 37.

Paiement
des régis-
trateurs.

38. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de l'agriculture et de la colonisation, sur la recommandation de ce dernier, à payer, sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature, à toute personne remplissant les fonctions de registrateur et ne recevant pas de traitement fixe du gouvernement, la rémunération qu'il détermine pour les certificats de droits réels et les certificats de privilèges et hypothèques fournis pour fins de prêts sous l'empire de la présente loi. S. R. 1941, c. 113, a. 38.

38. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Agriculture and Colonization, upon the recommendation of the latter, to pay, out of the moneys voted annually, for that purpose, by the Legislature, to any person fulfilling the functions of registrar and not receiving a fixed salary from the Government, such remuneration as he may determine for the certificates of real rights and the certificates of privileges and hypothecs furnished for purposes of loans under the authority of this act. R. S. 1941, c. 113, s. 38.

Regis-
trars' re-
munera-
tion.

SECTION VIII

GASPÉSIE, ILES-DE-LA-MADELEINE

« Caisse ». 39. Dans la présente section, « caisse » signifie une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (chap. 293). S. R. 1941, c. 113, a. 39; 11-12 Eliz. II, c. 57, a. 112.

Propriété
pré-
sumée.

40. Toute personne en possession continue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire, par elle-même ou par ses auteurs, depuis au moins dix ans, d'un immeuble situé dans les comtés de Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et des Iles-de-la-Madeleine, est, pour les fins de la présente section, réputée propriétaire de cet immeuble, et peut valablement l'hypothéquer en garantie d'un prêt consenti en vertu de la présente section par l'Office ou par une caisse.

Hypo-
thèque.

Cette hypothèque a priorité de rang sur tout privilège et toute autre hypothèque grevant cet immeuble. S. R. 1941, c. 113, a. 40.

Avances
autorisées.

41. L'Office est autorisé à consentir des avances à toute caisse opérant dans les comtés de Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et des Iles-de-la-Madeleine, jusqu'à concurrence de soixante-cinq pour cent du montant de chaque prêt consenti dans ces comtés par telle caisse, en vertu de la présente section.

Garantie.

En garantie de ces avances, l'Office doit exiger que telle caisse lui transporte toute créance, hypothécaire ou chirographaire, qu'elle détient de son débiteur en raison

DIVISION VIII

GASPÉ PENINSULA AND MAGDALEN ISLANDS

39. In this Division, "Credit Union" means a savings and credit union governed by the Savings and Credit Unions Act (Chap. 293). R. S. 1941, c. 113, s. 39; 11-12 Eliz. II, c. 57, s. 112.

"Credit
Union".

40. Every person in continuous, peaceable, public and unequivocal possession and as owner, himself or through his authors, for at least ten years, of an immovable situated in the counties of Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South and the Magdalen Islands, shall, for the purposes of this Division, be deemed the owner of such immovable and may validly hypothecate it, as security for any loan granted in virtue of this Division by the Bureau or by a Credit Union.

Owner-
ship pre-
sumed.

Such hypothec shall have priority of rank over every other privilege and every other hypothec burdening such immovable. R. S. 1941, c. 113, s. 40.

Hypothec.

41. The Bureau is authorized to make advances to any Credit Union operating in the counties of Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South and the Magdalen Islands, up to sixty-five per cent of the amount of each loan granted in such counties by such Credit Union in virtue of this division.

Advances
author-
ized.

To guarantee such advances the Bureau must exact that such Credit Union transfer to it every claim, whether hypothecary or chirographic, which it holds from its

Guar-
antee.

Intérêt.	<p>d'un prêt consenti à ce dernier en vertu de la présente section.</p> <p>Les avances de l'Office aux caisses portent intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement.</p>	<p>debtor by reason of a loan granted to such latter in virtue of this Division.</p> <p>The advances made by the Bureau to the Credit Union shall bear interest at the rate of two and one-half per cent per annum, payable semi-annually.</p>	Interest.
Rem-bourse-ment.	<p>Le mode de remboursement et les autres conditions de ces avances sont réglementés par l'Office, sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 113, a. 41.</p>	<p>The method of reimbursement and the other conditions of such advances shall be determined by regulations of the Bureau, subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 113, s. 41.</p>	Reim-burse-ment, etc
Em-prunt autorisé.	<p>42. L'Office est autorisé à emprunter, avec la garantie du gouvernement de la province, par émission d'obligations ou autrement, une somme n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars, pour les fins de l'article 41 de la présente loi. S. R. 1941, c. 113, a. 42.</p>	<p>42. The Bureau is authorized to borrow, with the guarantee of the Government of the Province, by an issue of debentures or otherwise, an amount not exceeding two hundred and fifty thousand dollars, for the purposes of section 41 of this act. R. S. 1941, c. 113, s. 42.</p>	Loan au-thorized.

SECTION IX

DISPOSITIONS FINALES

Vérifica-tion.	<p>43. Les livres et les comptes de l'Office sont vérifiés par l'auditeur de la province. S. R. 1941, c. 113, a. 43.</p>
Rapport de l'Office.	<p>44. L'Office doit soumettre au ministre de l'agriculture et de la colonisation, le trente et un décembre de chaque année, un rapport détaillé des emprunts qu'il a faits et des prêts qu'il a consentis, et lui fournir tout autre renseignement qu'il exige. S. R. 1941, c. 113, a. 44.</p>

DIVISION IX

FINAL PROVISIONS

<p>43. The books and accounts of the Bureau shall be audited by the Provincial Auditor. R. S. 1941, c. 113, s. 43.</p>	Audit.
<p>44. The Bureau shall submit to the Minister of Agriculture and Colonization, on the 31st of December of each year, a detailed report of the loans (<i>emprunts</i>) which it has contracted and the loans (<i>prêts</i>) which it has granted, and furnish the Minister with any other information which he may require. R. S. 1941, c. 113, s. 44.</p>	Report of Bureau.